

## Le Brexit - premier épisode : un mauvais départ



L'accord supposé assurer le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne a déclenché une chute de 10% de la Livre-Sterling et une révolte, au sein du parti conservateur au pouvoir dont les éclats mettent en péril la position de David Cameron.

Avec Pierre  
Haas

Les hostilités ont été ouvertes par Boris Johnson le Lord-maire de Londres qui a subordonné son accord à une condition qu'il savait impraticable la renégociation des termes du compromis.

David Cameron était, bien sûr, conscient du danger présenté par cette personnalité haute en couleur, dont il connaissait l'ambition de le remplacer à la tête du Gouvernement. Les rumeurs d'ailleurs voulaient que pour l'amadouer David Cameron lui ait offert tout poste de Ministre de son choix, à l'exception de celui de Chancelier de l'Echiquier occupé par George Osborne son plus solide soutien et acolyte.

Quoi qu'il en soit le coup porté est dur, d'autant que Boris Johnson jouit d'une grande popularité et que ses prises de position ont du poids.

Mais cet accroc n'était qu'un début puisque quatre membres du gouvernement, sous la houlette de Michael Gove, dont l'influence est considérable, ont décidé de faire campagne en faveur du Brexit.

Ces prises de positions en ont entraîné d'autres au sein du parti conservateur dont la moitié des membres seraient favorables à un Brexit.

Cameron qui jusqu'à présent comptait sur son pouvoir de persuasion a perdu pied et s'est laissé entraîner à d'inconvenantes déclarations concernant la vie privée du maire de Londres. Montrer son irritation et en perdre le contrôle est quelque chose d'inacceptable dans le milieu où opère le Premier ministre.

Une quasi révolution de palais s'en est suivie, ses collègues lui ayant fait savoir qu'ils disposaient d'un nombre suffisant de voix pour provoquer un vote de confiance. Autrement dit les conservateurs organiseraient leur défaite aux Communes dans le seul but de remplacer David Cameron pour offrir sa place à celui devenu son pire ennemi le Lord-maire.

Situation sans précédent au Parlement de Westminster qui, curieusement, permet d'établir un parallèle avec celle que connaissent en France nos deux partis de gouvernement.

Les conservateurs anglais sont désormais divisés entre les partisans et les opposants au Premier Ministre et cela avant même de décider comment ils voteront en juin prochain.

---

Quant aux travaillistes, chauds partisans de l'Europe, ils étaient déjà divisés par l'élection à la tête de leur parti, en février dernier, comme leader, d'un vieux cheval de retour M. Corby dont les idées politiques sont proches de celles de M. Mélenchon.

Idées contraires à celles de la majorité des membres de ce parti qui sont des modérés ne cherchant pas à modifier la société civile mais voulant seulement améliorer le fonctionnement des services sociaux et réduire les inégalités dans la mesure du possible.

Ainsi le combat pour le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté Européenne se joue, au plan domestique anglais, à front renversé.

Etat de choses résultant de la campagne électorale de 2011. A l'époque, David Cameron sollicitant les suffrages des électeurs pour postuler le poste de Chef du Gouvernement, n'avait pas inclus un référendum dans son programme.

Son opposant, M. Milband, leader, à l'époque, du Parti travailliste, défendant cette approche, Cameron n'a eu d'autre choix, pour assurer son élection, que d'aller dans le même sens.

A présent le Premier Ministre se trouve dans une position embarrassante. Non seulement il s'est fait de puissants ennemis dans son gouvernement et sa famille électorale, mais l'hostilité qui lui porte le Lord-maire a été aggravée par l'attaque de sa vie privée. Or ce dernier dispose d'un capital considérable de notoriété au sein du Royaume-Uni ce qui ne va pas contribuer à augmenter le nombre de voix en faveur du statu quo.

De surcroît Cameron a commis une autre erreur sérieuse en décidant de la date du 23 juin pour le référendum. Cela malgré l'avis contraire de deux très hauts-fonctionnaires qui ont l'habitude d'être écoutés quand ils ont à connaître de questions délicates concernant l'exercice du pouvoir. Ces personnalités s'étaient retrouvées d'accord pour recommander de retarder le référendum à 2017. Ils avaient pris pour prétexte les difficultés rencontrées par la Communauté, au nombre desquelles se trouve la question des réfugiés, qui agissent comme un repoussoir pour l'opinion publique.

Cameron, en passant outre, accroît le risque d'une Angleterre hors d'Europe alors que c'est l'inverse de ce qu'il souhaite.

La succession de maladresses commises depuis son retour de Bruxelles font que pour l'establishment politique britannique quelle que soit l'issue du scrutin de juin prochain, il est à peu près probable que David Cameron ne pourra conserver son poste.

Peut-être ce jugement lié à une série d'événements inhabituels et inattendus est-il un peu rapide mais s'agissant de questions touchant aux manières et au comportement d'un Premier ministre il convient de se souvenir que les Anglais sont intraitables. Les mœurs parlementaires britanniques sont souvent cruelles et il est à craindre que David Cameron en soit la prochaine victime s'il ne trouve pas le moyen de se racheter aux yeux de ses collègues.